



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 06/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société Artésienne de Travaux et Carrières (SATC)

ZA du district d'Isbergues
BP43
62330 Guarbecque

Références : 545-2025
Code AIOT : 0007000148

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement Société Artésienne de Travaux et Carrières (SATC) implanté Lieu dit le Bergue, rue d'Estrée-Blanche 62120 Blessy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Artésienne de Travaux et Carrières (SATC)
- Lieu dit le Bergue, rue d'Estrée-Blanche 62120 Blessy

- Code AIOT : 0007000148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 25 juillet 1973, la Société COURTOIS Frères est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de BLESSY une carrière à ciel ouvert de marne, en bordure du CD N°159 et du chemin rural du Pire (parcelles actuellement en section C1 du lieu-dit « Les Marnières »).

Par arrêté préfectoral du 07 août 1984, cette société est autorisée à étendre son exploitation sur une partie des parcelles n°100 et 101 de la section ZD au lieu-dit « Le Bergue ».

Par arrêté préfectoral de changement d'exploitant du 07 juillet 1994, la Société Artésienne de Travaux et Carrières (SATC) est autorisée à exploiter la carrière précitée au lieu et place de la Société COURTOIS Frères.

Par arrêté préfectoral du 05 août 1998, la SATC a été autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière précitée pour une durée de 15 ans.

Par arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2009 la SATC a été autorisée à s'étendre sur la commune de BLESSY (section ZC au lieu-dit « Le Fremetz » et section ZD au lieu-dit « Vallée de la Loth ») et sur la commune d'ESTREE-BLANCHE (section ZB au lieu-dit « Les Sars ») et à poursuivre l'exploitation de la carrière pour une durée de 30 ans soit jusqu'au 29 avril 2039.

L'arrêté préfectoral de modification d'autorisation du 24 juin 2021 a réintroduit les rubriques 2510-1 et 2515-2 qui n'avaient pas été reprises dans la version signée de l' Arrêté Préfectoral du 29 avril 2009 suite à une erreur de retranscription.

Globalement, les caractéristiques de l'activité du site correspondent aux dispositions reprises dans tableau ci-dessous.

Superficie totale du projet (extension et renouvellement) Emprise de l'autorisation	22 ha 78 a 06 ca
Superficie vouée à l'extraction	15 ha 05 a 19 ca
Durée de l'exploitation	30 ans, y compris la remise en état
Production maximale annuelle	100 000 tonnes
Volume maximal à extraire	2 000 000 m ³

Profondeur maximale d'extraction	15 mètres, en gradins d'une hauteur maximale de 5 mètres
----------------------------------	--

Pour information, la remise en état telle que prescrite à l'article 9.2 de l'arrêté du 29/04/2009 consistait principalement à sécuriser les fronts de taille et à déposer environ 60 cm de matériaux de couverture et de terres végétales sur 40 cm pour favoriser un retour à la culture de la zone exploitée se caractérisant par une dépression d'une quinzaine de mètres.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 04/06/2025 a intégré une plate-forme de valorisation des déchets inertes et a modifié les conditions de remise en état de la carrière telles que prescrites dans l'arrêté du 29/04/2009 pour permettre le stockage de déchets inertes et ainsi combler la cavité laissée par l'exploitation de la marne jusqu'au niveau des terrains naturels voisins.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC1	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.2	Sans objet
2	PC2	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.3	Sans objet
3	PC3	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.5	Sans objet
4	PC4	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4	Sans objet
5	PC5	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 8	Sans objet
6	PC6	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
7	PC7	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25	Sans objet
8	PC8	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
9	PC9	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pendant la visite, l'exploitant a été en mesure de présenter la majorité des documents qui lui ont été demandés. Les éléments manquants ont été transmis par courriel en date du 14/10/2025. Aucune non-conformité n'a été relevée mais l'Inspection a fait remarquer à l'exploitant la nécessité de compléter son plan topographique afin qu'il comprenne l'ensemble des éléments prévus à l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2009. Il a été également demandé de respecter les prescriptions de l'article 4 du même arrêté en complétant sur site les bornes manquantes. L'exploitant transmettra à l'Inspection un reportage photographique pour justifier de la prise en compte de ces dispositions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : <u>1.2 - Capacité d'extraction</u> Les tonnages maximaux annuels autorisés sont : • 100 000 tonnes par an pour l'extraction ; • 100 000 tonnes par an pour le traitement des matériaux. Le volume maximal extrait autorisé est de 2 000 000 m ³ sur la durée de l'autorisation.
Constats : La déclaration GERE pour l'année 2024 fait état d'une quantité extraite de : 93 835 tonnes. Pour information, les quantités de déchets inertes stockées dans le vide de fouille sur la même période sont en nette progression par rapport aux années précédentes soit, pour l'année 2024, 92 152 tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : <u>Périmètres d'autorisation et d'extraction</u> L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles reprises dans le tableau ci-après et représente une superficie de 23 ha 21 a 44 ca. Il est repéré par le périmètre ABC...T figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté. A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à l'extraction PE porte sur une partie des parcelles reprises dans le tableau ci-après et représente une superficie de 14 ha 73 a 88 ca. Il est repéré par le périmètre 1-2-3...10 figurant sur le plan joint qui constitue l'annexe I au présent arrêté.
Constats : Aucune modification des périmètres d'autorisation et d'extraction n'a été réalisée depuis 2009.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : <u>Méthode d'extraction</u> L'extraction est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques. L'emploi d'explosifs est interdit. L'exploitation est conduite à ciel ouvert et à sec, en gradins d'une hauteur maximale de 5 mètres. La hauteur maximale du front de taille ne peut excéder 15 mètres. L'extraction est limitée à une profondeur de 15 mètres sous le niveau du terrain naturel d'origine.
Constats : Sur le terrain l'inspection a pu constater le respect de cette prescription (paliers de l'ordre de 8 à 9 m).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Carrière
Prescription contrôlée : <u>BORNAGE</u> Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1.1, l'exploitant est tenu de placer : 1. Les bornes matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en annexe I du présent arrêté. La distance entre deux bornes successives est inférieure à 50 mètres. 2. Un piquetage matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en annexe I au présent arrêté. La distance entre deux piquets successifs est inférieure à 50 mètres. 3. Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après.

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure, si nécessaire, leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Sur le plan, les bornes sont toutes matérialisées mais sur site l'Inspection a eu de grosses difficultés à retrouver un grand nombre d'entre elles.

L'exploitant s'est engagé par courriel du 14/10/2025 à faire réaliser par le cabinet INGEO un nouveau plan topographique et à renforcer le bornage. Dans ce contexte un devis a été transmis à l'inspection par courriel du 31/10/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC5

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 8

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

EXTRACTION

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 15 m, sous le niveau du terrain naturel d'origine. Celui-ci est défini dans le plan de référence : dossier n°2720-TOP 02 Indice 2 en date de juin 2006 à l'échelle 1 / 1 000.

Constats :

La lecture du plan topographique fourni et les constats sur site confirment le respect de cette prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC6

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, Carrière

Prescription contrôlée :

L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc...) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc...) ainsi que les techniques d'exploitation et les aménagements.

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection les principales mesures qu'il avait déjà engagées pour réduire au mieux les impacts de l'exploitation sur son environnement (mesures de bruits et de retombées de poussières, gestion des envols, gestion du trafic aux alentours du site et dans les villages voisins, gestion des eaux de ruissellements, etc...). Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis par courriel en date du 14/10/2025 une synthèse assez précise des impacts liés à l'activité et les mesures de réduction mises en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PC7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 25

Thème(s) : Risques chroniques, pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place, en limite de propriété, d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.

Le nombre d'emplacements de mesures et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.

Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m²/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.

L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par la société Entime une campagne de mesures de retombées de poussières durant la période allant du 1er au 30 juillet 2025. Pour cette campagne, 4 points ont été désignés : Point 1 -Témoin- situé au Nord-Ouest du site ; Point 2 situé au Sud-ouest ; Point 3 situé au Nord ; Point 4 situé à l'Est.

Pendant la période, 32 % des vents provenaient du NO/N et 43 % des vents provenaient du SO. Les mesures relevées montrent respectivement, pour le point 1, une valeur moyenne de poussières de 187 mg/m²/j, pour le point 2 une valeur moyenne de poussières de 125 mg/m²/j, pour le point 3 une valeur moyenne de poussières de 84,6 mg/m²/j et pour le point 4 une valeur moyenne de poussières de 144 mg/m²/j.

Les teneurs mesurées lors de cette campagne sont toutes inférieures à la valeur limite fixée au présent article.

Pour information le point jugé le plus sensible par l'Inspection est le point n°4 avec la présence d'une maison d'habitation. Concernant ce point, il est demandé à l'exploitant d'être particulièrement vigilant sur les mesures à prendre en cas de conditions météorologiques défavorables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PC8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Prescription contrôlée :

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes

sont conservées pendant la même période.
Constats : Un exemple de certificat d'acceptation préalable a été présenté à l'Inspection le jour de la visite. Ce document est renouvelé et validé une fois par an entre les deux parties (producteur du déchet et responsable de l'installation de stockage de déchets inertes). Il comprend les informations jugées utiles par les deux parties et l'ensemble des informations exigées au présent article. Pour information, pendant l'inspection, l'exploitant a également présenté la procédure d'acceptation des déchets des différents sites gérés par SATC. Le document présente un logigramme reprenant les procédures à suivre en fonction des types de déchets réceptionnés ; les caractéristiques, les résultats d'analyses représentatives du lot / provenance et contrôles nécessaires à effectuer ; les informations que le producteur de déchets doit fournir préalablement et le jour de l'admission des déchets sur le site ; les contrôles administratifs et physiques à réaliser sur site par les agents pour pouvoir admettre le déchet ainsi que les procédures à suivre pour compléter les registres. Faute de connexion suffisante le jour de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le contenu du registre de déchets entrants. Cependant, une copie d'écran transmise suite à l'inspection confirme la présence de l'ensemble des informations prescrites par arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : PC9

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchet
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés.
Constats : Le chauffeur de pelle a été désigné pour réaliser les contrôles au déchargement. Son expérience et les formations en interne sur la conduite de l'installation, les dangers et les inconvénients induits par l'exploitation, lui garantissent, selon l'exploitant, le sens de l'analyse requise pour cette mission.
Type de suites proposées : Sans suite